

CNUCED

Améliorer les effets structurants du secteur des ressources minérales dans les pays de la Communauté économique d'Afrique centrale

Atelier régional et lancement de projet

N'djamena, Tchad, 25-30 novembre, 2015

Contexte économique et social du Tchad et les effets structurants

par

Dr Antoine Doudjidingao
Economiste, Enseignant-chercheur à la FSEG
Responsable du Département des Etudes Economiques et
Politiques Publiques du GRAMP/TC

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement
les points de vue de la CNUCED

The views expressed are those of the author and do not necessarily reflect
the views of UNCTAD.

Contexte économique et social du Tchad et les effets structurants

Par Dr DOUDJIDINGAO Antoine
Economiste

Enseignant-chercheur à la FSEG
Responsable du Département des Etudes Economiques et
Politiques Publiques du GRAMP/TC

N'Djaména, le 26 novembre 2015

Plan de présentation

Introduction

I. *Configuration des champs pétroliers et production attendue*

II. Evolution de l'environnement pétrolier au tchad de 2003 à 2015 (en production)

III. Revenus engrangés, gestion, défis en termes de gouvernance

IV. Evolution des indicateurs macroéconomiques

V. Principaux défis à relever

I. CONFIGURATION DES CHAMPS PÉTROLIERS ET PRODUCTION ATTENDUE

- **Les champs pétroliers tchadiens en production comprennent:**
 - **Les champs de Komé** Komé, Miandoum et Bolobo dans le Logone Oriental **(ouverture en 2003)**
 - **300 puits mais plus de 1000 aujourd'hui**
 - Les champs du Grand Baobab dans le département de Loug Chari, région du Chari Baguirmi
 - **200 puits, production estimée :44.000 barils de pétrole brut par jour**

I. CONFIGURATION DES CHAMPS PÉTROLIERS ET PRODUCTION ATTENDUE

- Les champs de Badila, dans région du Logone Oriental (85.000 barils par jour selon les membres du consortium)
- Les champs de Rônier et Mimoza, dans la Régions du Mayo-Kebbi et Chari Baguirmi et Hadjer-Lamis (*mis en exploitation en avril 2011 par la CNPCI*)
 - Les deux champs du Chari Baguirmi (Rônier et Grand Baobab) totalisent plus de **59.000 barils/jr** pour une moyenne de **120.000 barils/jr** selon la SHT, membre du consortium dirigé par ExxonMobil
- Les estimations du Ministère de finances et du budget tablaient sur une production de **180.000 barils par jour en 2015 et le double en 2016**

I. CONFIGURATION DES CHAMPS PÉTROLIERS ET PRODUCTION ATTENDUE

- Prise de conscience et introduction des changements légaux
 - Du contrat de concession (convention 1988 et 2004) au contrat de partage de la production (2007)
 - Tout nouveau contrat doit se faire en Contrat de partage de production avec un seuil minimum de 25% avec la SHT, bras commercial du Tchad dans le secteur des hydrocarbures

I. CONFIGURATION DES CHAMPS PÉTROLIERS ET PRODUCTION ATTENDUE

- Acteurs clé du secteur pétrolier au Tchad
 - Consortium dirigé par ExxonMobil (2000)
 - CNPCIC (2006)
 - Griffifts /Caracal Energy (2011) dont les actions ont été reprises par Glencore (2013)
 - Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT)
- Ces acteurs jouent et joueront un rôle déterminant dans le secteur dans les années à venir

I. CONFIGURATION DES CHAMPS PÉTROLIERS ET PRODUCTION ATTENDUE

- Il faut relever que le changement décisif dans le secteur est intervenu à partir de 2012
- Création de la SHT, SNR et Raffinerie de Djarmaya à partir de 2007
- Juillet 2012, le Tchad a repris ses redevances en nature (12,5 /C.1988 et 14,25%/C.2004) pour les vendre par la SHT
 - La SHT mandate alors Glencore pour commercialiser (à sa place) 12.5 % du débit de DOBA (consortium (Exxon/Petronas/Chevron)).

I. CONFIGURATION DES CHAMPS PÉTROLIERS ET PRODUCTION ATTENDUE

- **Le 13 juin 2014**, la République du Tchad a acquis les actions proposées à la vente par la société Chevron grâce à un prêt de 1,3 milliards de dollars accordé par Glencore (remboursable en 4 ans):
 - 25% d'intérêt dans le Consortium de Doba ;
 - 21,5% d'intérêt dans la société de transport pétrolier TOTCO (Tchad) ;
 - 21,3% d'intérêt dans la société de transport pétrolier COTCO (Cameroun)
- Le Tchad accepte de partager la production de Doba avec Glencore jusqu'à 2018, date à partir de laquelle, l'intégralité des 25% reviendront au pays.

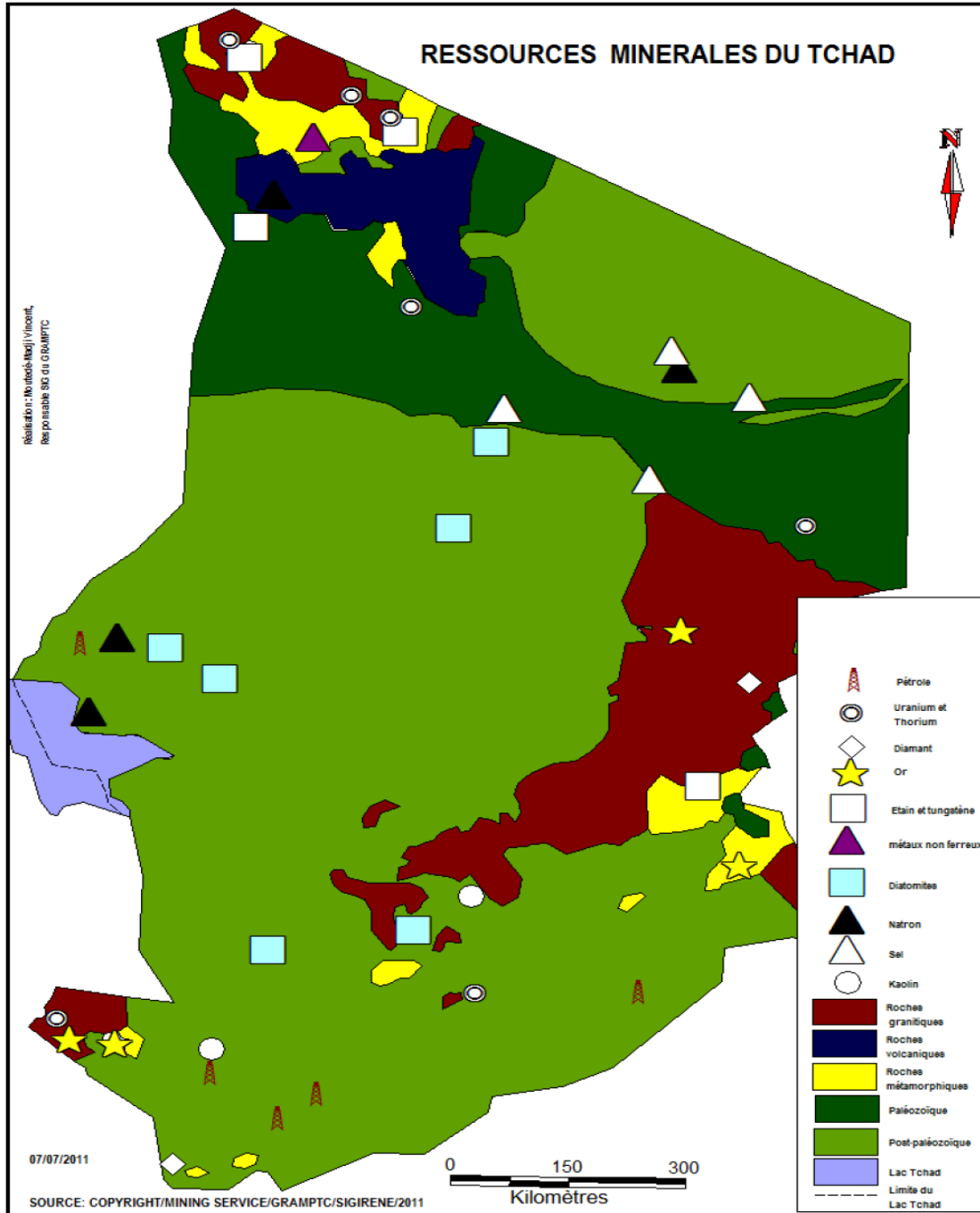
II. Evolution de l'environnement pétrolier au Tchad de 2003 à 2015 (en production)

- Il faut relever que le Tchad table, actuellement sur les hydrocarbures et donc sur le pétrole
 - Cependant, il dispose de nombreuses autres ressources minérales et minières (voir carte)
 - En terme d'exploitation, quelques permis ont été accordés (tableau 1)

Tableau 1 : Permis de recherches octroyés par le Tchad

Nom	Km ²	Préfecture	Numéro
Madagzang 1	134	Léré	N° 006/MME/SG/DMG/08
Madagzang 2	53,1	Léré	N° 008/MME/SG/DMG/07
Zazere	140	Léré	N° 009/MME/SG/DMG/07
Sodje Mbaye 1	178	Pala	N° 007/MME/SG/DMG/08
Sodje Mbaye 2	166	Pala	No 006/MME/SG/DMG/07
Mahouin	167	Pala	N° 010/MME/SG/DMG/07

RESSOURCES MINERALES DU TCHAD



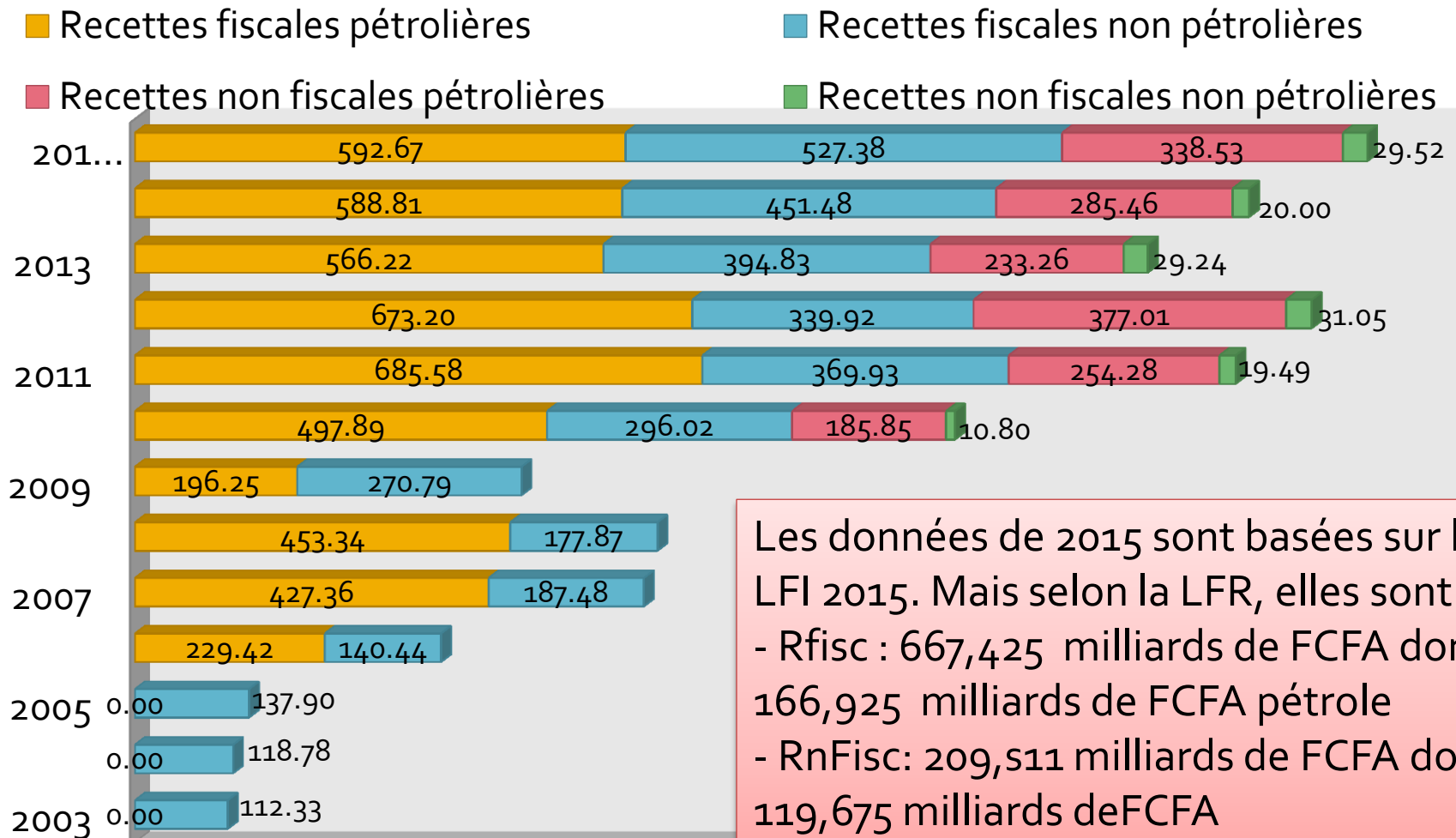
II. Evolution de l'environnement pétrolier au Tchad de 2003 à 2015 (en production)

- Dans le domaine du pétrole, plusieurs permis ont été accordés et plusieurs compagnies sont également actifs dans le secteur (voir tableau 2)

III. Revenus engrangés, gestion, défis en termes de gouvernance

- Sur la période 2003-2013, le Tchad a perçu plus de:
- 8.000 milliards de francs CFA (revenances, dividendes, impôts sur les sociétés et autres taxes)
- Bien que le prix a baissé, la production a augmenté et la configuration de l'espace des acteurs a évolué
- Ce qui lui laisse des marges de manœuvre pour optimiser ses [ressources](#)

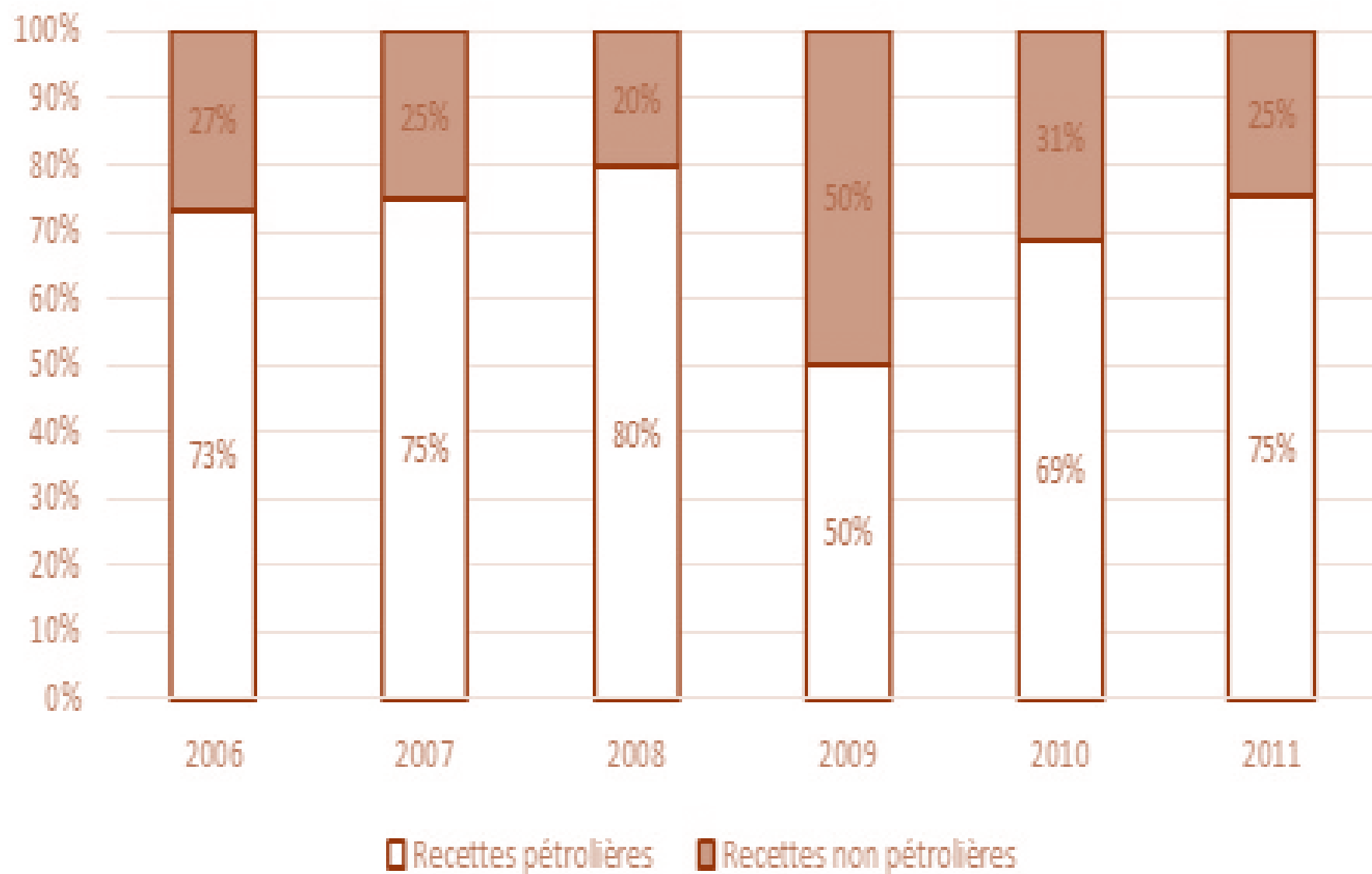
III. Revenus engrangés, gestion, défis en termes de gouvernance



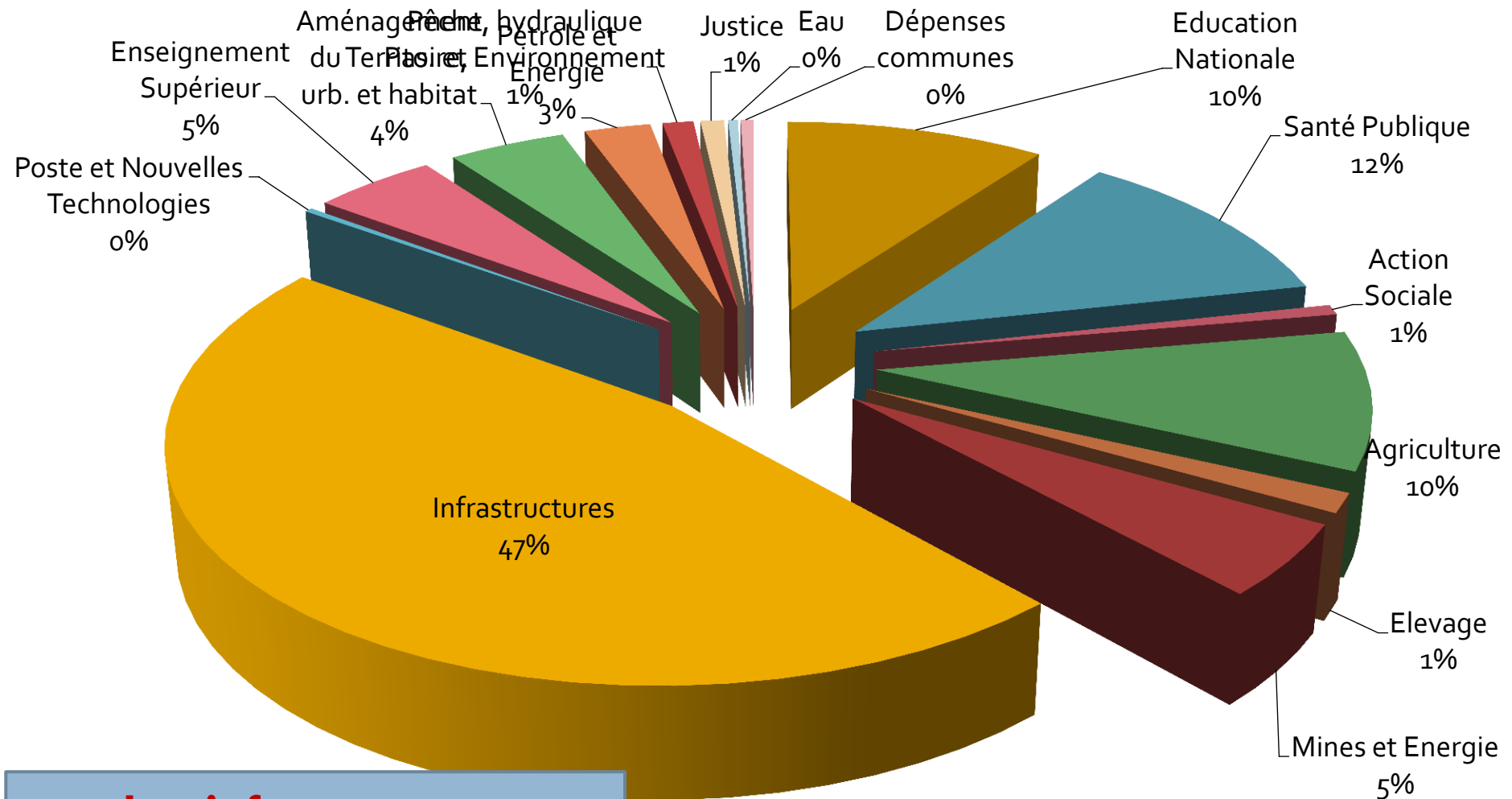
Les données de 2015 sont basées sur la LFI 2015. Mais selon la LFR, elles sont:

- Rfisc : 667,425 milliards de FCFA dont 166,925 milliards de FCFA pétrole
- RnFisc: 209,511 milliards de FCFA dont 119,675 milliards de FCFA
- Rcapi: 216,945 milliards de FCFA

Répartition des recettes pétrolières et non pétrolières



Allocations sectorielles des revenus pétroliers



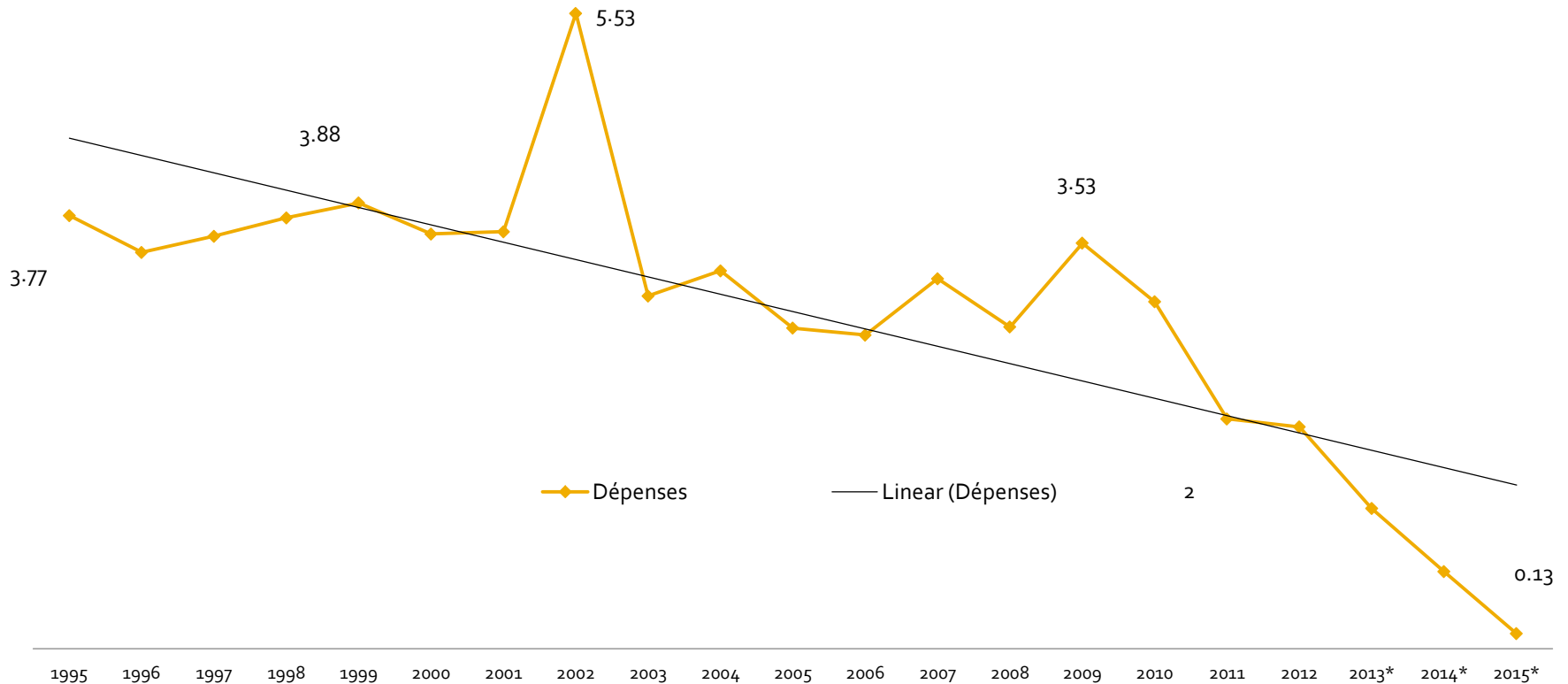
**Les infrastructures
occupent une part
prépondérante**

IV. Evolution des indicateurs macroéconomiques

- Malgré l'importance de revenus injectés dans l'économie, les indicateurs macroéconomiques sont moins satisfaisantes
- L'espérance de vie du pays n'a que faiblement augmenté de
- La pauvreté diminue de manière lente

Milieu	Population(%)	Pourcentage (%)		
		ECOSIT11995-96	ECOSIT22003	ECOSIT32011
Urbain	18		24,4	20,9
Rural	82		58,4	52,5
Ensemble	100	54	54,8	46,7

IV. Evolution des indicateurs macroéconomiques



V. Principaux défis à relever

- **Défi 1: Mobilisation des ressources hors pétrole**

A peine 23% des ressources publiques en 2012 les RHP permettent de couvrir à peine les dépenses de salaire (plus de 80% de recettes hors pétrole).

V. Principaux défis à relever

- **Défi 2: Absorption des crédits accordés sur les RP**
- La plupart des secteurs ont des capacités limitées en matière d'absorption des crédits mis à leur disposition (causes???)
 - Retard dans la mise à disposition des crédits
 - Suspensions de l'exécution du budgets
 - Collectifs budgétaires
 - Inertie ou bureaucratie/absence du plan d'action clair ???

V. Principaux défis à relever

- **Défi 3: Le respect de la discipline budgétaire (déficit, IPPTE, PND)**
- « Le manque de progrès en matière de la discipline budgétaire et de gestion de finances publiques demeure préoccupant [...]
- La LFI ne traduit pas fidèlement la vision de politique économique du gouvernement : importance des dépenses extra budgétaires importantes
- Absence du plan de trésorerie occasionne l'augmentation de la dette intérieure avec des frais financiers inhérents substantiels

V. Principaux défis à relever

- **Défi 4: Gouvernance des revenus**
 - Accroissement et généralisation de la corruption, détournement des fonds, etc.
 - Surfacturation des marchés (mercuriale des prix, 10%, autres)
 - Rôle limité du CCSRP dans le contrôle de la gestion des RP
 - Faible/absence de contrôle des infrastructures

V. Principaux défis à relever

■ Défi 5: Soutenabilité de la dépense (Voir

Tableau I.2 Évolution des différents secteurs économiques du Tchad

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	-6,8%	6,1%	-0,5%	9,9%	6,6%	4,3%
Secteur secondaire	16,3%	19,8%	18,9%	3,9%	11,2%	5,0%
Secteur tertiaire	5,0%	9,7%	10,4%	6,8%	7,6%	2,2%
Taxes nettes sur les produits	20,7%	4,4%	12,0%	6,0%	8,9%	0,9%
PIB au prix du marché	0,7%	8,9%	5,7%	7,4%	7,7%	3,6%
PIB pétrolier	2,1%	-2,9%	8,5%	16,8%	8,3	4,3%
PIB hors pétrole	0,2%	13,6%	4,6%	4,7%	7,4%	3,2%

Source : Direction des Etudes et de la Prévision - Ministère des Finances et du budget du Tchad.

V. Principaux défis à relever

- **Défis 6. Nécessité de diversification de l'économie:** amélioration de l'environnement économique pour booster le secteur privé comme moteur de la croissance
- De même, avec le niveau actuel de recettes hors pétrole (entre 300 et moins de 500 MDS FCFA)
- Un choc pétrolier aura des conséquences graves sur le fonctionnement des services sociaux de base (éducation, santé, affaires sociales, etc.)

V. Principaux défis à relever

- **Défi 7: Efficacité et efficience de la dépenses**
 - Écarts importants entre les prévues et les réalisés
 - Absorption des ressources
 - Dépenses extrabudgétaires
 - Réorientation des dépenses
 - Etc.

V. Principaux défis à relever

- **Défi 7: Tchad émergent à l'horizon 2025**
 - Croissance démographique: 50 millions de tchadiens à l'horizon 2050
 - Absence ou faible valorisation des potentialités rurales et l'exode rurale
 - Pression sur les ressources urbaines
 - augmentation croissance de la demande sociale (santé, logements, éducation, etc.)
 - Chômage et insécurité

Conclusion

■ En dix ans

- Le pétrole a changé le visage de l'économie
- Traditionnelle à rentière
- Accru les ressources et les moyens d'action du gouvernement
 - De moins de 200 MDS FCFA en 2003 à 1.095, MDS FCFA

Conclusion

■ Effets sociopolitiques

- PET catalyseur de l'amélioration du dialogue Etat OSC et secteur privé
- Construction du cadre institutionnel et légal
 - Mobilisation et formation des RH, Réformes des FinPub, etc.
- Dynamique au associative dans la zone productrice et naissance du réseau pétrole (avec la construction des capacités)
- Point d'attention sur le Tchad (modèle de GRP, intervention du GBM, etc.)
- Rétablissement de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire

Conclusion

- Nécessité :
 - d'améliorer la gouvernance du secteur
 - Diversifier l'économie et donc les sources de recettes grace aux revenus pétroliers pour créer des effets structurants
 - De disposer d'une carte géologique permettant d'avoir une vue d'ensemble des ressources en vue de mieux planifier le développement
 - Nécessité de légiférer sur le contenu local
 - Que sais-je encore???

Je vous remercie
de votre aimable
attention